

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/NGO/29
23 janvier 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES

Quinzième session
Point 8 de l'ordre du jour

EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES
QUI ONT DEJA FAIT L'OBJET D'UNE ETUDE OU D'UNE ENQUETE
DE LA PART DE LA SOUS-COMMISSION

Déclaration présentée par le Comité de coordination d'organisations juives, le Comité consultatif mondial de la Société des Amis, le Bureau international catholique de l'enfance, la Ligue internationale des droits de l'homme, la Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, l'Union mondiale pour un judaïsme libéral et l'Union internationale de l'humanisme et de l'éthique, organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif

Reçue le 22 janvier 1962

Nous nous félicitons de la décision que la Sous-Commission a prise à sa dernière session, en 1962, d'examiner les faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de sa part, et d'inscrire cette question à l'ordre du jour de chacune de ses sessions. Nous sommes heureux de noter qu'à la présente session, la Sous-Commission est saisie d'un certain nombre de documents portant sur ce point, et notamment de renseignements fournis par l'OIT et l'UNESCO. Ces documents, toutefois, ne constituent pas un examen des domaines qui ont fait l'objet d'études antérieures.

En conséquence, nous suggérons que la Sous-Commission assume elle-même et dans une mesure beaucoup plus large, cette fonction d'examen. Elle pourrait recueillir chaque année des observations et des renseignements sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines sur lesquels portaient les études antérieures en s'adressant aux mêmes sources que celles auxquelles les rapporteurs spéciaux avaient eu recours, et notamment aux organisations non gouvernementales, qui sont en mesure de fournir

des renseignements objectifs sur ce qui se passe dans la pratique. Le Secrétaire général pourrait compiler ces données et en saisir la Sous-Commission.

Il existe des précédents à cet égard dans la pratique d'autres organes des Nations Unies, tels ceux qui s'occupent de la condition de la femme ou de la liberté de l'information. Nous relevons également, au paragraphe 4 du document E/CN.4/228, présenté par l'UNESCO au titre du point 8 de l'ordre du jour, que le Directeur général de cette organisation établit un plan détaillé pour la présentation par les Etats Membres de rapports sur les faits nouveaux intéressant la discrimination dans l'enseignement. M. Inglés, Rapporteur spécial de l'étude relative au droit qu'a toute personne de quitter tout pays, a émis, au paragraphe 285 de son rapport, une suggestion analogue : "Tous les renseignements recueillis par le Secrétaire général pourraient être soumis périodiquement aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies pour examen, observations et recommandations quant à la politique à suivre".

Nous estimons que la Sous-Commission pourrait adopter une telle procédure d'examen sans attendre nécessairement que les projets de principes aient été adoptés définitivement et qu'ils aient fait l'objet de déclarations ou de conventions. Ce faisant, elle ajouterait beaucoup, nous en sommes convaincus, à l'utilité des études qu'elle a déjà achevées; nous pensons en particulier aux études consacrées à la discrimination en matière de droits religieux, de droits politiques et au droit de quitter un pays, études qui ne se rattachent aux travaux d'aucune des institutions spécialisées. En effet, une étude qui n'intéresse pas les travaux de l'une des institutions spécialisées risque toujours, une fois terminée, de rester sans conséquences durables. La procédure d'examen que nous suggérons ferait au contraire de ces études des documents toujours vivants et propres à stimuler la lutte contre les mesures discriminatoires.
